

La bataille du Musée se jouera à Lausanne



Le comité référendaire contre le crédit d'étude du projet de musée a remis, hier, 16 405 signatures validées par les communes.

BEAUX-ARTS

Les opposants au projet de Bellerive ont déposé 16 405 signatures, dont près de la moitié proviennent de la capitale vaudoise.

Les opposants au projet de nouveau Musée cantonal des beaux-arts ont profité, hier, de la torpeur estivale pour mettre en scène la remise des signatures récoltées pour le référendum. L'occasion, surtout, de voir plus clair dans leur stratégie, qui va mettre Lausanne au cœur de la bataille. Sur les 16 405 signatures validées par les communes, en effet, près de la moitié proviennent de la capitale.

Preuve d'un combat qu'ils veulent porter sur le terrain – toujours polémique – de l'urbanisme lausannois, les opposants réclament au Conseil d'Etat la pose de gabarits sur le site de Bellerive. «Nous voulons permettre aux électeurs de se rendre compte de la place prise par ce projet, pour leur permettre de voter en connaissance de cause», explique Pierre Santschi, président du comité référendaire. Nos adversaires nous accusent de mensonges avec nos photomontages, nous voulons démontrer que c'est faux. Ce sera une campagne dirigée contre un projet mal

placé, mais pas contre des personnes.» Des gabarits avaient déjà été posés sur le site, mais les référendaires estiment qu'ils ne montraient pas la véritable emprise sur le Léman.

Si plusieurs listes de soutien des milieux culturels et économiques au projet de musée ont vu le jour ces dernières semai-

«Nos adversaires nous accusent de mensonges, nous allons démontrer que c'est faux»

PIERRE SANTSCHI

nés, le monde politique ne semble pas avoir l'intention d'interrompre les vacances estivales pour, à son tour, lancer la campagne en faveur du musée. La votation aura lieu le 30 novembre prochain, mais les partis ne jugent pas encore urgent de se mettre en ordre de marche. Ce flou du côté des défenseurs du projet est encore accentué par les difficultés qu'ont la Municipalité de Lausanne et le Conseil d'Etat à s'entendre pour prendre la tête du combat. Pendant ce temps, les opposants ont le champ libre pour mener campagne.

MEHDI-STÉPHANE PRIN